

L'ECONOMIE DU BIEN COMMUN.

Dans l'occidentisme, il faudrait pouvoir conserver ce qui marche et remplacer ce qui ne marche pas. Dans ce dernier cas, il est impératif d'empêcher les trafiquants de faire échec aux transformations nécessaires. Il est fondamental que l'Europe dédie à se construire autant de conscience que les trafiquants occidentalistes en mettent à la détruire.

Les congrégations financières transnationales se chargent de coordonner voire de synchroniser au moyen d'associations dévotes et par le biais des monopoles institués dans la finance, le commerce et les médias, les attaques contre les peuples et cultures de notre continent. Pour nous Européens, l'ennemi principal est le cartel BTP (Bave sur Ton Peuple) qui dirige formellement l'Europe pour le compte des associations de trafiquants auto-proclamés purs. Ces soviets n'acceptent pas les échanges culturels, mais veulent le meurtre judiciaire de masse de tous ceux qui pensent au lieu de croire, montrant par là leur haine de l'humanité. Par manque d'imagination et de volonté les Européens s'abstiennent jusqu'à présent de frapper comme ils sont frappés par les serviteurs de l'occidentisme. Il convient donc de recréer un milieu commun des élites, de filtrer les agressions, de promouvoir des réformes organisationnelles en faveur de la coopération dans le respect mutuel des peuples et des cultures.

1 : Un milieu culturel partagé.

- Les Européens ont à reconstituer un véritable milieu commun des élites. On peut être adversaires, voire ennemis, tout en étant jamais des étrangers les uns pour les autres. Il faut stériliser la malfeasance du parti dévôt dont l'une des victoires a été que dans les manuels d'histoire en usage dans les écoles, les patriotes européens sont les serviteurs du mal. Comme à la fin de l'Empire Romain, les patriotes cultivés jouent le rôle de démon dans une mythologie de basse époque... La brute intellectuelle au service des trafiquants pieux lie des articles de foi dans un catéchisme. L'une des mises en forme des croyances des brutes actuelles est que les vainqueurs, les plus forts, les élus, ont raison. C'est évidemment à contester.

- Le principe européen est d'assurer l'ordre à l'intérieur du continent et d'assurer l'équilibre à l'extérieur. Il est de la nature d'une subversion de ne pouvoir être contenue à l'intérieur des frontières d'un seul Etat. L'agitateur globalitaire au service des consistoires multimédiats exploite les contradictions du monde ouvert européen : il lui importe par-dessus tout que certaines virtualités ne passent pas à l'acte. Ainsi espère-t-il que le moment viendra où l'usure des sociétés européennes, travaillées par la culpabilisation permanente, et par les colonies de peuplement, se concrétisera dans la révélation que ce qui leur était possible autrefois ne l'est plus. Il en résultera un désastre.

- Il ne peut y avoir de solution qu'aux problèmes bien posés. Il ne peut y avoir de solution théorique que si les données dont on fait état ne sont pas purement verbales, si elles sont bien les données du problème. L'occident

crache une littérature politique d'évasion, exhale une production massive de catéchismes d'images aux thèmes sans aucun rapport avec une tentative de désaliénation. L'assaillant choisit l'heure, le terrain, les conditions les plus favorables. Tantôt il crée ex nihilo des moyens de paiement et de spéculation, moyens de corrompre et de ruiner. D'autres fois il assaille par la législation, lorsque les magistrats sont dans sa manche. Régulièrement il organise des campagnes de délation (ou de piété) médiatique, ... L'assailli n'a pas le choix des armes et, s'il veut résister, n'a pas le choix entre se battre et ne pas se battre... On n'a jamais vu une équipe vaincre si sa ligne de conduite consiste à ne jamais prendre l'initiative des opérations, car l'assaillant recherche l'effet de surprise.

L'hystérie de la haine de soi imposée avec violence aux Européens, en tant qu'elle est totalitaire, possède dans sa logique tout ce qu'il faut pour transformer un humus autrefois fertile en une terre brûlée. En martelant aux enfants une succession de momeries ridicules appelée histoire du XX^e siècle, le système détruit les références vraies qui, au moment opportun, pourraient servir de commune mesure entre les hommes de diverses obédiences. Si l'inertie de l'Europe agressée continue, si sa résistance n'est pas effective, elle ne fera pas appel aux moyens de résister qu'elle possède réellement. Si l'Europe résiste effectivement à l'occidentisme elle doit se montrer offensive. Cela ne peut se manifester que par des actions qui supposent des sujets : des associations qui travailleraient avec les meilleurs des lettrés compétents de l'Inde, du Japon, de l'Afrique, de la Chine. Par principe, l'Europe n'est pas fermée aux élites d'aucune Nation. Celles-ci exposeraient leurs travaux en

fonctionnant d'après le critère de la qualité et de la vérité appliquée aux choses et aux événements. Une communauté des différentes élites nous sauverait de l'hystérie occidentiste.

2 : LES POSSIBILITÉS ECONOMIQUES DE L'EUROPE

Le but est de construire une maison commune européenne permettant l'abondance. Celle-ci dépend toujours de deux sortes de facteurs :

- Les facteurs positifs, concrets, spécifiques à chaque cas, comme par exemple, les investissements judicieux, une bonne formation des hommes, des clients solvables, etc...
- Les facteurs négatifs et uniformes, à savoir que rien ne vienne contrarier les facteurs positifs, qu'aucun fléau n'annule les avantages réunis par les hommes.

La coordination entre les deux sortes de facteurs est nécessaire. La maison commune se préoccupe de connaître les besoins de ses membres et améliore l'organisation d'ensemble selon la métaphore de la circulation du sang dans l'organisme.

2 - 1 : Nouveaux besoins à satisfaire

Le but spécifique de l'économie est le bien-être, distinct de finalités abstraites et générales, atemporelles et absolues dont les noms claquent comme le crépitement des mitraillettes : bonheur et justice, égalité, pureté anti-

raciste, etc...Le bien-être dépend des possibilités du moment, des conditions de sa réalisation, de la représentation que nous nous en faisons. Le niveau de bien-être est fonction de la multiplicité des besoins que nous pouvons satisfaire selon nos goûts personnels, de l'intensité des efforts à accomplir pour rassembler les moyens de les satisfaire. La mesure du bien-être est relative aux personnes et aux groupes. On ne peut définir, de façon uniforme ou autoritaire, ce que doit être le bien-être pour chacun. Créer les conditions favorables est le seul but auquel peuvent prétendre les élites européennes, une fois les besoins recensés, ce qui signifie :

a) Lancer régulièrement de vastes enquêtes sur les besoins réels de la population, qui sont immenses, par exemple :

- Les concernés collectifs : autoroutes, pistes cyclables, signalisation urbaine, stationnement en ville, architecture urbaine, délinquance, etc...

- Environnement : remise en état de sites, limitation de la pollution, traitement des ordures, travaux d'insonorisation, invention des sources énergétiques de l'après hydro-carbures et de l'après-fission nucléaire contemporain.

- Famille : assurer un accueil favorable aux enfants : emplois parentaux, flexibilité du travail, adaptation des horaires des services publics, etc. La dénatalité en Europe est, comme le déclin actuel, un manque de confiance en

l'avenir sur lequel l'action est possible en réduisant l'incertitude.

b) La nouvelle frontière technologique. L'innovation et la technologie entretiennent une dynamique cumulative. Des techniques nouvelles modifient l'ensemble de celles qui existent, permettant de les assembler en combinaisons originales. Le processus explique l'accroissement rapide du nombre et de la diversité des produits, métiers et disciplines scientifiques, ainsi que la complexité de leurs structures. Il existe des dizaines de millions de produits, ce qui a changé le lien entre technologie et dynamique économique. Une telle différenciation génère des forces de concurrence et des forces de monopole, en sorte qu'il convient de renouveler la réflexion sur les formes d'organisation de la production. En particulier, il est important d'étudier le problème du bien-être des Européens à travers la segmentation des activités en de nouvelles branches :

- celles qui sont importantes pour l'Europe, celles qui sont secondaires.
- Les activités novatrices et les activités archaïques du point de vue de la productivité du travail. Là où périclité la productivité du travail, les responsables pourraient choisir entre une politique de rénovation, une stratégie d'accompagnement avant abandon, une tactique de délocalisation, tout cela dans le but d'éliminer les gaspillages.

La pratique actuelle d'entente entre politiciens et hommes d'affaires pour soutenir ou liquider les industries a créé non seulement une mafia arrogante et corrompue mais

gaspille des ressources qui seraient mieux utilisées dans d'autres mains pour des activités différentes.

2 - 2 : Réorganiser la monétarisation des activités

Dans une économie monétarisée, la situation d'un acteur est caractérisée par sa contrainte de budget. Elle l'oblige à fournir sensiblement l'équivalent de ce qu'il reçoit. Chacun est **créancier** quand il offre (un bien, un service tel que le travail), **débiteur** quand il perçoit. Le système de paiements est une organisation de la vie en société basée sur la **contrainte budgétaire** : la soumission de chaque agent à un contrôle de la couverture de ses dépenses par ses recettes.

Un système monétaire organise la création et l'annulation de créances. Il élabore un réseau de relations chiffrées pour véhiculer les informations numériques assurant la coordination des activités de production, d'échange et autres qui accompagnent créances et dettes. Les institutions monétaires facilitent les opérations d'agents non monétaires. Il est donc envisageable d'en écarter certaines et de modifier leurs règles de fonctionnement.

ORGANISER LA COMPENSATION

Payer revient à utiliser des créances nées de ventes pour éteindre des dettes nées d'achats. On rencontre deux sortes de créations de créances: celles qui ont des contreparties réelles (production, consommation) ; celles qui ont des contreparties financières (création ou extinction d'autres créances). L'objectif d'une bonne économie est d'aider à l'extinction de dettes par des

créances en s'assurant de la solvabilité de chacun. Le paiement peut s'effectuer sans monnaie, par compensation, à condition que les dates et les lieux d'échéance soient standardisés.

Il existe une concurrence entre les institutions de compensation et la monnaie. Un débiteur (l'agent qui s'endette) utilise sa dette pour payer d'autres unités économiques. Celui qui s'endette permet à d'autres de percevoir un revenu ; puis il se procurera une recette ultérieurement afin de rembourser. Dans le cas de la monnaie, la dette est transmissible sans modification du type de créance. Est investi d'un pouvoir de création monétaire, tout agent qui est rendu capable, en s'endettant, de procurer des recettes monétaires à d'autres. **Le processus créateur de monnaie est présent chaque fois qu'un paiement n'est pas la suite d'un gain antérieur.** A ce moment en effet se trouve desserrée la contrainte de base de l'organisation monétaire, la contrainte de budget : un agent dépense sans recette préalable.

Il est clair que l'obsession anglo-saxonne en faveur d'une partition entre les banques et les non-banques est parfaitement idéologique. Dans l'organisation monétaire des sociétés **l'essentiel n'est pas la monnaie mais la contrainte de budget de chaque agent** et, en conséquence, la compensation des dettes et créances opérée par des institutions qui pourraient être les **chambres de métier, de commerce, les notaires, les grandes entreprises**, etc. L'intermédiaire qui facilite la compensation peut être une banque mais pas nécessairement...

Or, toutes les innovations financières depuis vingt ans ont pour objectif de contourner les réglementations qui empêchent ce carambouillage par lequel certains emprunteurs se transforment en renards qui pillent le poulailler, c'est-à-dire les épargnants, puisqu'ils ne remboursent pas leurs dettes. S'il a toujours existé des annulations discrétionnaires de dettes par le don (remise de dettes) et la faillite (perte de recettes), un pouvoir économique majeur réside dans la capacité de décider de leur non remboursement puisque le bénéficiaire dépense un pouvoir d'achat sans avoir acquis de créances préalables. A l'échelle de la planète, ce pouvoir extravagant est entre les mains des Etats-Unis dont l'endettement annuel extérieur forme un tribut payé par le reste du monde et grâce auquel ce pays dispose d'un niveau de vie moyen supérieur de 3% (estimation proposée par Maurice ALLAIS. En France, les mafias financières ont aussi le pouvoir d'oublier le remboursement. Le capitalisme y fonctionne sur le principe de la privatisation des gains et de la socialisation des pertes... La réduction du pouvoir bancaire interne grâce à la compensation s'accompagne d'une réforme du système monétaire international pour assurer l'équité entre les pays.

3 : PROTEGER L'ABONDANCE

Il nous faut œuvrer à nouveau pour restituer aux hommes leur dignité bafouée par la finance actuelle. Les activités économiques doivent être soumises à une double surveillance : le contrôle par chacun de ses propres actes, son déficit ; la vigilance mutuelle des

créanciers et débiteurs à travers la pression sociale et la sanction effective de la faillite. Au niveau international, la réforme du SMI est fondamentale pour sortir de l'exploitation.

3 - 1 : ENDIGUER LES CRIMINELS MORAUX

Le monde économique, vu sous l'aspect financier, est un ensemble de dettes qui circulent sans espoir d'extinction. La monnaie, créée par endettement, ne se rembourse jamais. Il en résulte la nécessité de maîtriser la naissance et la transformation des créances pour éviter le pillage et l'appauvrissement des peuples par les techniques des soviets de la finance globalitaire.

a) Interdire la Cavalerie. Le monde occidental contemporain fonctionne sur un principe fondamental : un système bancaire (national ou international) ne doit jamais faillir. Sinon, c'est le chaos et le recours à des systèmes alternatifs : monnaies fondantes, S.E.L. (Systèmes d'Echanges Locaux), etc. Un prêteur (le banquier) doit toujours être remboursé à échéance. C'est le fondement du pouvoir d'orientation et de contrôle de l'activité économique par le soviet suprême de la finance divine. Il arrive cependant que les débiteurs n'aient pas les moyens de rembourser à l'échéance prévue. Que faire ? Les banques prêtent la veille de l'échéance la somme qui sera remboursée le lendemain. Un prêt "nouveau" rembourse l'ancien. Les vieilles créances des banques sont remplacées, à leur bilan, par les nouvelles ; jusqu'à la prochaine échéance où le même mécanisme jouera. La fiction comptable d'après laquelle les prochaines échéances seront honorées fonctionne. Il convient

d'interdire ces procédés dont il résultera une meilleure gestion des pays et leur plus grande indépendance à l'égard des soviets de la finance.

b) Limiter les crises sectorielles et les crises de change. Que ce soit sur les P.V.D., les pays émergents, les devises, les entreprises classées par secteurs, les collectivités publiques,...la guerre menée par les financiers consiste à développer l'endettement, c'est-à-dire à gonfler les créances, puis à les dégonfler. Puisque la monnaie est traitée comme une marchandise, achetée et vendue sur le marché des changes, une hausse du dollar (par exemple) suppose un accroissement de la valeur des créances libellées en cette monnaie. Cela peut arriver lorsque le Trésor américain augmente son endettement. Puis, un jour ou l'autre, la valeur se dégonfle.

Le dégonflement des créances, dans un monde où les banques ne peuvent faire faillite, va de pair avec des artifices, des astuces qui créent une réalité : le pillage et la ruine de peuples ou de secteurs ; l'assassinat de civilisations.

* Le pillage des populations. Ce sont elles qui paient, en dernière instance, les créanciers lésés. Les exportateurs non payés sont indemnisés par des assurances ou des fonds publics ; les banquiers non payés par certains débiteurs bénéficient de déductions fiscales pour leurs pertes, ...

* Les Innovations financières. Elles ont pour but de créer de nouvelles créances (nouveaux instruments financiers) qui repoussent les risques sur d'autres agents.

La lutte contre ces horreurs passe par l'entretien de l'éthique de l'honneur et la fixation de bornes.

- L'éthique de l'honneur fonde les relations sur la bonne foi. Toute violation d'un contrat est violence que l'homme s'inflige à lui-même. Les membres d'un système économique doivent engager leur réputation personnelle dans tout contrat. Il s'agit d'un moyen très économique de contrôler la qualité des créances et des dettes puisqu'il limite la chicane judiciaire et donc les coûts de transaction.

- La fixation de bornes. L'auto-organisation de marchés décloisonnés renvoie à TARTUFFE. Les professionnels peuvent se laver les mains des conséquences de leurs choix car sur ces conséquences s'étend le voile pudique de l'abstraction financière, le profit. L'économie dominée par les marchés financiers intégrés confère à quelques données comptables une place de choix au sein du système d'informations utilisé pour les prises de décision et nie l'humanité victime de ces manigances.

A l'inverse, le cloisonnement entre les marchés limite les risques de surendettement et l'intérêt de stratégies à court terme à cause des coûts de transaction. Il pousse à investir dans la production de biens et services plutôt que dans les placements financiers. Il limite les phénomènes de bulle spéculative. L'appauvrissement actuel d'une partie de la population résulte pour partie de l'inefficacité économique de ces marchés financiers de plus en plus inutiles au bien commun.

Au contraire, la dynamique économique de la société fonctionne d'autant mieux que les gains de productivité sont affectés à tous les salariés dont les revenus forment

la demande de biens et services. Ce principe de base est totalement oublié dans les évolutions financières à l'œuvre. Une économie dynamique n'est plus envisageable tant que le dogme marxiste « Les gains de productivité obtenus par le développement des forces productives sont accaparés par les détenteurs du capital » sera perpétué par les maîtres de la finance qui poussent à des transformations institutionnelles et aux modifications juridiques permanentes pour augmenter le taux de profit en comprimant pour cela les salaires et l'emploi.

3 - 2 : ORGANISER L'EQUITÉ

a) L'échelon européen peut favoriser la sortie de crise Dans un article de Juillet 1933 du New Statesman and Nation, le grand économiste *Keynes* a distingué trois domaines dans l'échange international : la culture, les biens et services, la finance. "Les idées, le savoir, l'art...voilà des choses qui par nature devraient être internationales. Mais que les marchandises soient de fabrication nationale chaque fois que cela est possible est raisonnable. Et, par dessus tout, que la finance soit prioritairement nationale." La préférence nationale était donc essentielle à ses yeux. Si l'internationalisation de la production s'est développée à un point tel qu'aucun système productif ne se boucle plus dans l'espace national, la zone européenne offre un champ d'action pour pratiquer la préférence selon la méthode des quotas. Ainsi que l'a montré à de multiples reprises le professeur M. Allais, prix Nobel d'économie, la préférence selon **la méthode des quotas** protégerait du chômage massif actuel car les délocalisations imposées pour maintenir un

niveau de profit élevé sont assimilables à des invasions massives de travailleurs venus du vaste monde et qui seraient payés moins chers que les travailleurs autochtones.

De plus, l'Europe est constituée pour l'instant encore de peuples frères. Cet espace est susceptible de produire un ensemble cohérent de marchandises, de telle sorte qu'il puisse à la fois constituer un champ pour des anticipations macro-économiques cohérentes et entrer en interaction faible avec le reste du monde.

- Une politique en faveur du plein emploi en Europe aura à se préoccuper de **l'investissement**, en jouant tant sur le coût du capital que sur l'efficacité de celui-ci. Les investissements publics européens et les programmes de recherche et développement sont à renforcer et à généraliser. Les coopérations dans les secteurs du nucléaire, du spatial, des satellites de télécommunications fonctionnent et servent d'exemple. Mais la composante socio-culturelle de l'Europe a été oubliée. Les questions clés "pourquoi l'Europe" et "quelle Europe" sont à poser en ce début de millénaire, selon l'exemple donné par *Keynes* après la guerre de 1914-1918. Car penser européen est difficile. Dans chaque pays, des factions ont obtenu la criminalisation des autochtones. Une législation totalitaire d'origine biblique, des hordes de magistrats-cannibales, des associations de délateurs œuvrent à l'éradication des peuples du continent. Face à la haine et à la machinerie institutionnelle de l'ethnocide méticuleux des européens de vieille souche, l'Europe communautaire reste indifférente. A-t-elle été conquise définitivement par les congrégations transnationales ?

L'esprit libéral de penseurs hétérodoxes, tels François Perroux, Maurice Allais et, avant eux, Keynes, reste un exemple : remettre en cause les dogmes absurdes et les théories aliénantes.

b) La réforme du système monétaire international en perspective. L'intégration financière est la condition nécessaire au fonctionnement d'un espace plurinational selon les principes des économies monétaires de production. Les écrits de *Keynes* sont toujours en mesure d'inspirer la réforme du Système Monétaire International.

Le bancor qu'il avait proposé en 1944 reste d'actualité en tant que possible dénominateur commun des monnaies de différents pays. Sa création résulte d'une application "améliorée" des thèses de la "Banking School". D'après les théoriciens de cette école, les banques secondaires émettent des crédits et non de la monnaie. Ils affirment aussi que tout crédit lancé par les banques secondaires comporte une échéance postérieure à la date de son émission. En fait, précise *Keynes*, à l'instant précis où une banque quelconque émet **X** unités de monnaie, elle accorde un crédit de ce montant à l'économie mais, à l'inverse, l'économie lui accorde, sans délai un crédit égal. L'émission du bancor proviendrait donc d'une institution internationale, l'Union des Compensations (clearing union). Il n'aurait d'usage qu'entre banques centrales ou trésors publics et son pouvoir d'achat demeurerait strictement nul.

Selon les directives expresses du plan *Keynes* de 1944, l'Union de Compensation crée l'instrument international des paiements réciproques conclus entre les pays. La

banque internationale emprunte aux pays exportateurs la somme totale des bancors qu'ils gagnent en paiement de leurs exportations et émet des bancors pour le paiement des importations des autres pays. Il se passe que certains pays prêtent à d'autres par l'intermédiaire de la banque de compensation.

Les bienfaits d'une telle solution sont immenses. La monnaie commune est émise par une banque communautaire. Les bancors définissent une monnaie véhiculaire : elle n'intervient que dans les relations entre la banque de l'Union et les Banques centrales ou les Trésors publics des pays membres. Le fléau de la globalisation, dont les excès de spéculation financière sont une illustration, serait endigué.

3 - 3 : Organiser la chaîne des générations.

Dans la maison commune européenne, une génération est le maillon d'une chaîne ininterrompue. Ce maillon a reçu le double héritage génétique et culturel légué par ses ancêtres et qu'il doit transmettre à son tour. Le potentiel futur de l'Europe repose sur l'organisation de la solidarité.

Aborder le thème de la solidarité impose de le différencier des concepts d'assurance et de report. Les fonctions de protection sociale peuvent être remplies par différentes institutions. Il importe d'identifier le problème spécifique de la solidarité intergénérationnelle.

- L'assurance fonctionne avec la loi des grands nombres qui diminue l'incertitude au niveau individuel. On établit

des classes de risque. La prime est égale à la dépense moyenne. Le fonctionnement des assurances est très bien organisé : chacun la paie grâce à une rémunération convenable. Cela vaut pour l'assurance maladie et pour l'assurance chômage.

- Le report désigne le décalage entre revenus et dépenses pour un individu. Il est de deux types :

* Le report-anticipation concerne les dépenses qui arrivent avant tout revenu et qu'il faudra rembourser. La scolarité et les prestations familiales sont du report-anticipation.

* Le report retardement consiste à transférer des revenus dans le temps pour des dépenses ultérieures. La retraite est du report-retardement conjugué à la fonction de viager. Le viager est un versement de revenu jusqu'à la mort ; la retraite fonctionne selon cette technique. On applique ici aussi la loi des grands nombres. Une organisation calcule la longévité moyenne d'une population. Ceux qui meurent jeunes assurent la compensation pour ceux qui meurent plus âgés.

Toute retraite, y compris donc le système par répartition, repose en réalité sur un capital : les rentrées prélevées sur les revenus des actifs. Il s'agit de droits sur le capital humain des actifs. Ils mettent en jeu la fonction report.

Au niveau macroéconomique, l'épargne correspond à la dépense du revenu par un autre que celui qui l'a gagné. Si la dépense est productive, alors ceux qui dépensent actuellement seront en mesure de se passer ultérieurement d'une partie de leur revenu. Ce problème se pose dans le cadre intergénérationnel.

L'investissement dans la jeunesse doit être efficace, en particulier sa formation intellectuelle, pour que l'Europe dispose d'une main d'œuvre de qualité capable de payer des retraites, remboursement des sommes perçues dans l'enfance au titre de l'éducation. De même, les prestations sociales doivent être un investissement dans la génération future.

Les mécanismes de la solidarité intergénérationnelle apparaissent clairement si on dissocie l'achat de services d'assurance et de report des dépenses d'assistance. La sécurité sociale fournit en priorité des services de sécurité. Mais on peut s'assurer pour les risques du chômage et de la maladie auprès de mutuelles et de coopératives. Par contre le report que représente la retraite nécessite l'organisation d'un système socio-financier utilisant les principes de l'échange. Les adultes commencent par investir dans la jeunesse qu'ils entretiennent et éduquent. Ils en récoltent les fruits par l'intermédiaire des caisses de retraite lorsque les jeunes deviennent actifs. La chaîne des générations repose sur la mise en place d'une organisation qui remplit la fonction d'intermédiaire entre les actifs et les jeunes générations d'une part et entre les actifs et les retraités d'autre part. Il est très possible, comme l'a exposé l'économiste J.Bichot, de mettre en place un tel cadre.

CONCLUSION

Plusieurs formes de terrorisme à l'encontre des peuples autochtones se sont généralisées avec la globalisation. Au plus haut niveau sévit la violence des lobbies les plus

puissants qui imposent leurs intérêts. Au bas de l'échelle règne la violence des jacqueries (blocage des transports...) ; au niveau intermédiaire prospère celle des groupes ethniques qui interdisent l'entrée des quartiers réservés. Sans oublier la violence intellectuelle exercée par des magistrats cannibales qui appliquent des lois obscurantistes de plus en plus nombreuses. Ce terrorisme multiforme contre les peuples autochtones est piloté par des groupes qui s'autoproclament chargés de mission du bien ou, ailleurs, libérateurs. Les financements sont légaux ou illégaux et s'appuient sur toutes les variétés de trafics : armes, main d'œuvre, drogue....En réaction, ils dynamisent ici les escadrons de la mort, ailleurs des mesures de sécurité spectaculaires : contrôles, état d'alerte, surveillance tatillonne. Etc.

Il est clair que ces difficultés peuvent décourager les esprits les mieux disposés à servir leurs peuples. Cependant, il est probable que les Européens pourront s'appuyer sur une évolution globale impulsée par les civilisations asiatiques qui comparent le monde à un ORCHESTRE. Chaque entité est semblable à un musicien qui joue de son instrument particulier. Il convient d'appuyer sa formation et d'organiser le cadre des répétitions. Surtout, ne rien étouffer ! La coopération profite à tous. Cette philosophie est très différente de celle de l'occidentisme dans lequel il est considéré que le monde est une AUBERGE située dans un quartier tumultueux. Le patron aime le désordre, qu'il organise ou laisse croître pour satisfaire les instincts de la populace. Pendant ce temps il encaisse, reçoit les représentants, fait les comptes, verse à boire. Si le désordre et le

tumulte deviennent trop important à son goût, il utilise quelques clients pour rosser les autres.

Pour repousser le totalitarisme globalitaire, de nombreuses réformes sont nécessaires, mais que l'Europe aliénée n'entreprendra pas de sa propre initiative et volonté. Etablir une collaboration avec les civilisations asiatiques, pour renforcer l'orchestre et ramener à rien l'auberge, est la grande opportunité qui s'ouvre actuellement.

MORULA

BIBLIOGRAPHIE

1 - Manuels d'économie

- Sur la théorie du circuit, lire le manuel de Frédéric POULON : Economie Générale, chez Dunod ainsi que celui de Pascal COMBEMALE et Jean-José QUILÈS : l'économie par le circuit, première édition Nathan 1990.

- Sur les connaissances actuelles qui permettent de repousser la dogmatique globalitaire, on lira Jacques SAPIR :

* Les trous noirs de la science économique, A.Michel, 2000.

* Les économistes contre la démocratie. A.Michel, 2002.

* Quelle économie pour le XXI^e Siècle ? O.Jacob, 2005

2 - La question monétaire

Les auteurs les plus lucides sont :

- François MORIN : Le nouveau mur de l'argent. Seuil, 2006
- Michel AGLIETTA - Antoine REBERIOUX : Dérives du capitalisme financier. A.Michel, 2004.

Pour penser la théorie monétaire, on se reportera à :

- Stefano FIGUERA : Théorie monétaire dans l'économie capitaliste. L'harmattan, 2001
- Sébastien CHARLES : Macroéconomie hétérodoxe, de Kaldor à Minsky, L'harmattan, 2006

3 - L'enchaînement des générations.

Le seul et grand spécialiste français est Jacques BICHOT :
On lira :

- Economie de la protection sociale, A.Colin, 1992
- Quelles retraites en l'an 2000 ? A.Colin, 1993.

4 - Sur la mondialisation,

- Le prix Nobel M.ALLAIS a publié un livre très bien structuré : la mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance, Cl.Juglar 1999

- Un petit essai percutant de Jean PEYRELEVADE : Le capitalisme total, Seuil, 2005.

- La méthodologie de la privatisation du monde est bien exposée par Philippe AIGRAIN : Cause commune, Fayard, 2005.